



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 28/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)**

419 route d'Epinal  
Le Costet Beillard  
88400 GERARDMER

Références : S-22-941RP

Code AIOT : 0006202240

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement BLANCHIMENT DE XONRUPT (2) implanté 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 GERARDMER. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le contexte de la sécheresse de l'été 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BLANCHIMENT DE XONRUPT (2)
- 419 route d'Epinal Le Costet Beillard 88400 GERARDMER
- Code AIOT : 0006202240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation est un site de blanchiment textile

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions liées aux prélèvements d'eau ;
- Mesures spéciales mises en place par l'exploitant durant la période de sécheresse.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	accusé de réception	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.e	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.2	/	Sans objet
3	origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
4	prescriptions sécheresse (seuil d'alerte)	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.a	/	Sans objet
5	prescriptions sécheresse (seuil d'alerte), documents à transmettre	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.b	/	Sans objet
6	prescriptions sécheresse (seuil d'alerte renforcée)	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.c	/	Sans objet
7	prescriptions sécheresse (seuil de crise)	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.d	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions qui lui sont imposées dans le cadre de la sécheresse

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accusé de réception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant accuse réception à l'inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par l'autorité préfectorale et confirme la mise en œuvre des mesures prévues ci-dessus.
<b>Constats :</b> L'exploitant a accusé réception du dépassement des différents seuils par mails du : - 24 juin (seuil d'alerte) ; - 22 juillet (alerte renforcée). Lors du passage en situation de crise, l'exploitant était fermé pour congés estivaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure directe de volume totalisateur ou disposeront d'un autre moyen permettant de connaître le volume d'eau prélevé. Le relevé de ce dispositif doit être hebdomadaire, et ces informations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection (09 mai 2022), il a été constaté que les relevés étaient faits de manière quotidienne. L'exploitant a continué de pratiquer ce rythme de relevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux sont issues soit du réseau d'eau public, soit du puits du site. Les prélèvements d'eaux qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 98.000 m <sup>3</sup> par an.
<b>Constats :</b> La déclaration GERE 2021 fait état d'une consommation d'eau de 68 611 m <sup>3</sup> répartie entre 35 760 m <sup>3</sup> d'eaux souterraines et 32 851 m <sup>3</sup> d'eaux de réseau de distribution. Les relevés de consommation d'eau sont quotidiens et ont été présentés à l'inspection. Il en ressort qu'à ce jour la consommation de l'exploitant, depuis le début d'année, est de : - 32 200 m <sup>3</sup> d'eau de puits ; - 19 600 m <sup>3</sup> d'eau de réseau de distribution. En cette période de sécheresse, la proportion entre eau de puits et eau de réseau reste sensiblement la même avec des consommations moyennes journalières depuis début juin respectivement de 190 et 100 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prescriptions sécheresse (seuil d'alerte)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"><li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;</li><li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation des produits toxiques susceptibles de provoquer une pollution des eaux ;</li><li>- interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;</li><li>- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;</li><li>- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;</li><li>- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;</li><li>- mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et en aval du point de rejet des effluents.</li></ul>
<b>Constats :</b> Par courriel du 24 juin, l'exploitant a accusé réception du courriel du 17 juin par lequel l'inspection des installations classées informait du passage en alerte sécheresse. Ce courriel indiquait également les mesures prises réactivement à cet état de sécheresse (mesures d'économie d'eau et sensibilisation du personnel).  Lors de la visite du 30/08/2022, l'inspection a constaté que des affichages de sensibilisation du personnel étaient mis en place. Ce même jour, l'exploitant a indiqué que la sensibilisation était également pratiquée à l'oral en transmettant les consignes aux équipes.  Les relevés de consommation d'eau sont quotidiens et ont été présentés à l'inspection. Il en ressort qu'à ce jour la consommation de l'exploitant, depuis le début d'année, est de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 32 200 m<sup>3</sup> d'eau de puits ;</li><li>- 19 600 m<sup>3</sup> d'eau de réseau de distribution.</li></ul> En cette période de sécheresse, la proportion entre eau de puits et eau de réseau reste sensiblement la même avec des consommations moyennes journalières depuis début juin respectivement de 190 et 100 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prescriptions sécheresse (seuil d'alerte), documents à transmettre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le délai maximal d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvements autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>- le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ;</li><li>- le delta de température entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces températures ;</li><li>- le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ;</li><li>- le débit en marche dégradée ;</li><li>- le débit de sécurité si existant ;</li><li>- la période d'arrêt estival pour raison de congés par exemple.</li></ul> <p>Les quantités sont données en m3/j ou m3/h avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou rétention temporaire des effluents).</p>
<b>Constats :</b> Par courriel du 06 septembre 2022, l'exploitant a transmis les éléments attendus. Quoique ces informations n'aient pas été transmises dans le délai prescrit, l'inspection a constaté lors de sa visite du 30/08/2022 que le suivi était mis en œuvre.  Pour ce qui concerne les températures de rejet, il ressort des mesures que celles-ci sont régulièrement supérieures à 30°C ce qui s'explique par les températures caniculaires de l'été 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prescriptions sécheresse (seuil d'alerte renforcée)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.c
Thème(s) : Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées ci-dessus). De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet.
<b>Constats :</b> Le passage en alerte renforcée a correspondu à quelques jours près à la fermeture estivale annuelle de cet exploitant. Cet article n'a donc pas de raison d'avoir été appliqué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prescriptions sécheresse (seuil de crise)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet.
<b>Constats :</b> Le passage en crise s'est fait le 06 août lors de la fermeture estivale annuelle de cet exploitant. La fin des congés s'est faite le 22 août. L'inspection du 30/08/2022 a permis de constater le respect par l'exploitant des mesures édictées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet